

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 25
Annonce No **20-110175**
Travaux

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : GRAND BESANCON METROPOLE.
Correspondant : Mme VIGNOT Anne, Présidente,
4, rue Gabriel Plançon
25043 Besançon Cedex,
tél. : 03-81-87-88-89,
courriel : agglomeration@grandbesancon.fr
adresse internet : <http://www.grandbesancon.fr>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.
Principale(s) Activité(s) de l'entité adjudicatrice : Eau.

Objet du marché : **travaux de remise à niveau de la station de traitement des eaux usées de SAÔNE.**

Type de marché de travaux : exécution.
CPV - Objet principal : 45232420.
Lieu d'exécution : site de la station de traitement des eaux usées, 25660 Saône.
Code NUTS : FRC.

Caractéristiques principales :

la présente consultation concerne les travaux à exécuter ainsi que toutes les fournitures et ouvrages nécessaires à la réhabilitation et à la remise à niveau des ouvrages et équipements de la station de traitement des eaux usées de l'agglomération d'assainissement de Saône - Gennes - Montfaucon, implantée sur le territoire communal de la commune de Saône

Des variantes seront-elles prises en compte: oui.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Cautionnement et garanties exigés : une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.
Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : financement par ressources propres.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par l'entité adjudicatrice est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'entité adjudicatrice.
L'Offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;

- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);

- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>);

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 23 octobre 2020, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires :

La durée du contrat est de 8 mois maximum.

- période de préparation du chantier (incompressible) : 1 mois (30 jours)

- période maximum d'exécution des travaux : 7 mois, dont 3 mois maximum de délai de by-pass partiel ou complet de la file eau pendant travaux.

La date prévisionnelle de début d'exécution des travaux est le 01/03/2021.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 01/10/2021.

Les candidats doivent impérativement présenter une offre de base entièrement conforme au cahier des charges. Ils sont également autorisés à présenter, conformément à l'article R2151-8 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes.

Les variantes sont autorisées dans la limite d'une (1) maximum par candidat et pourront porter sur l'implantation des ouvrages à demeure, les fournitures, matériaux et réactifs proposés ou encore les modalités de by-pass des installations pendant travaux, sous réserve qu'elles ne modifient pas la qualité, les performances, l'objectif de résultat et le dimensionnement du projet initial. Les variantes devront être justifiées techniquement et économiquement.

Une visite sur site est imposée dans le but d'apprécier au mieux les contraintes du site dans l'élaboration de l'offre. Les conditions de visites sont les suivantes :
Les visites pourront être effectuées les 23/09/2020 ou 01/10/2020 à 14h. Une prise de rendez-vous préalable sera adressée à :
Mme Rose SIMIGIELSKI (rose.smigielski@grandbesancon.fr)
M. Guillaume BALDENSPERGER (guillaume.baldensperger@irh.fr)
Une attestation de visite sera transmise aux candidats à l'issue de cette visite.

Dans le cadre du déroulement de la procédure, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats.
Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'effectuer des éliminations successives et d'organiser une audition des candidats.
L'Entité adjudicatrice se réserve également la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>.
Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>.
Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 9 septembre 2020.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier 25044 Besançon Cedex 3,
tél. : 03-81-82-60-00,
courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr
adresse internet : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>.
Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier 25044 Besançon Cedex 3,
tél. : 03-81-82-60-00,
courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr
adresse internet : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>.